

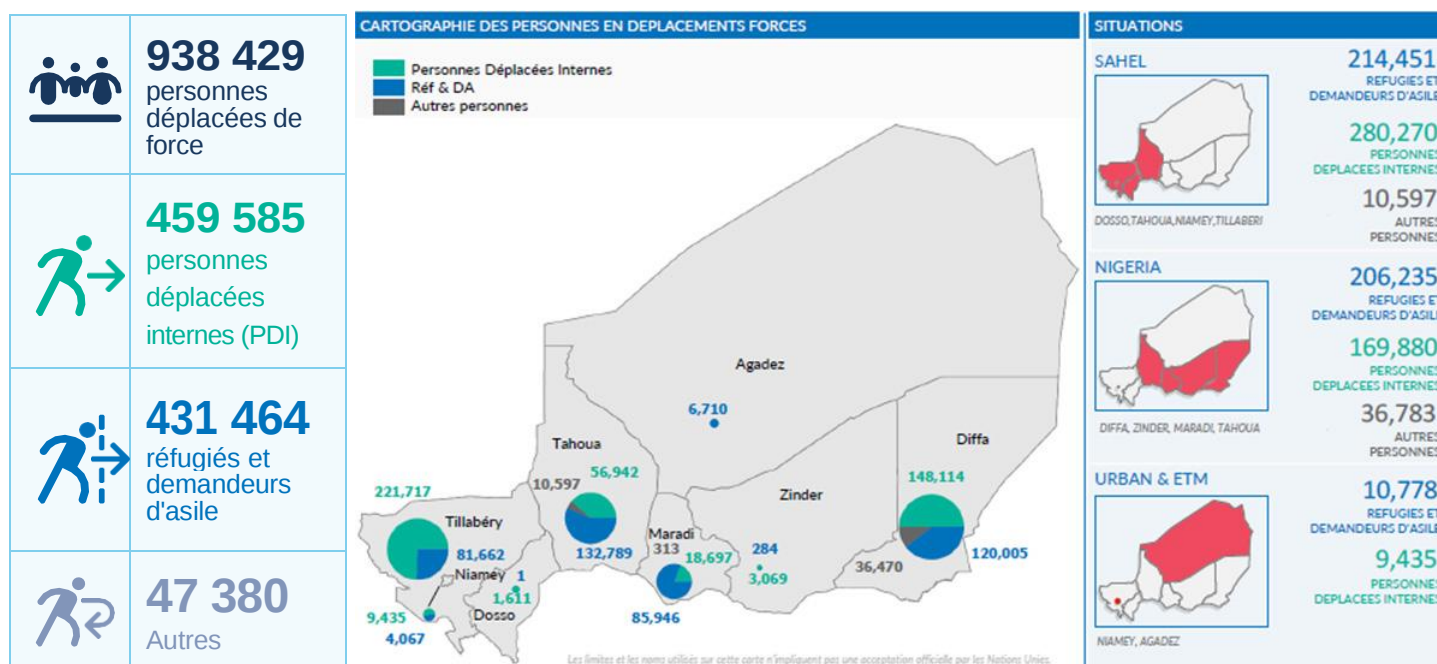
NIGER

MISE À JOUR OPERATIONNELLE

Trimestrielle | Juillet - Septembre 2025



STATISTIQUES / CARTE



Le HCR appuie le Gouvernement dans sa réponse en faveur des réfugiés et des déplacés internes originaires des pays du Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), du Nigéria ainsi que dans la gestion des mouvements mixtes de populations en transit depuis le Niger vers l'Algérie et la Libye, en direction de l'Europe - la route de la Méditerranée centrale. À cet effet, le HCR met en œuvre une approche basée sur les routes migratoires, visant à fournir des services de protection afin de garantir que les individus aient accès à une information fiable et à des alternatives sûres avant d'entreprendre des trajets périlleux.

Principales réalisations en 2025

 679 433 Réfugiés et PDI ont été enregistrés ou vérifiés	 134 099 Certificats de réfugiés et cartes d'identité ont été distribués	 35 000 Enfants réfugiés, déplacés et issus des communautés hôtes ont eu accès à l'éducation
 33 882 Personnes ont bénéficié d'une assistance en espèces	 10 500 Personnes ont bénéficié d'un appui technique et matériel	 7 648 Personnes ont reçu des kits d'articles non-alimentaires
 4 895 Personnes assistées en Abris et kits d'abris	 4 271 Certificats de naissance	 2 686 Personnes ont eu accès à des services de santé essentiels



Entretiens avec les réfugiés urbains au Guichet Unique de Niamey dans le cadre de la visite de la Directrice régionale adjointe pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du HCR en septembre. ©HCR

Contexte opérationnel

Dans la période de juillet à août 2025, le contexte au Niger a été marqué par une dégradation sécuritaire persistante notamment dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Maradi et Diffa et par une forte réduction des financements humanitaires y compris une coupure budgétaire de 30 % pour le HCR en 2025. Ces facteurs ont entraîné des déplacements massifs et continus, une baisse de la qualité des services essentiels (santé, éducation, protection, aide alimentaire) et la suspension de plusieurs interventions par les ONG partenaires.

Face à l'écart croissant entre des besoins humanitaires en hausse et des ressources de plus en plus limitées, le HCR et ses partenaires ont revu leurs priorités en recentrant leurs interventions sur les activités essentielles. Celles-ci incluent l'assistance multisectorielle, les services de protection, le renforcement de la résilience et la recherche de solutions durables. Une attention particulière est également portée à la collaboration avec les communautés locales et les autorités nationales afin de promouvoir l'inclusion des personnes déplacées dans les systèmes nationaux, améliorant ainsi leur accès aux services de base. L'enregistrement, les campagnes de sensibilisation, l'appui aux personnes à besoins spécifiques, la prévention de l'apatridie et les activités de réinstallation ont été maintenus dans la mesure des capacités disponibles.

La réduction ou la suspension de certaines activités a entraîné des tensions communautaires, un sentiment d'abandon et une perte de confiance

envers les acteurs humanitaires, obligeant le HCR à renforcer le dialogue local et les mécanismes de cohésion sociale dans les zones les plus affectées.

Principales réalisations par secteur

Protection (juridique, VBG, enfant, apatridie, documentation)

Au 30 septembre 2025, les interventions de protection menées par le HCR et ses partenaires ont permis de renforcer l'environnement protecteur, à améliorer l'accès aux droits fondamentaux, à soutenir les mécanismes communautaires et à consolider la résilience des personnes déplacées de force ainsi que des communautés hôtes.

Le monitoring de protection a permis de documenter plusieurs incidents dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa, notamment des enlèvements, agressions, extorsions, homicides, incendies de greniers et violences basées sur le genre (VBG), illustrant la persistance d'un environnement à haut risque pour les civils. Ces dynamiques ont également provoqué de nouveaux mouvements de population, avec l'arrivée de plus de 1 750 personnes – soit 350 ménages demandeurs d'asile burkinabè – à Téra, ainsi que des déplacements internes touchant 1 221 personnes (230 ménages) à Affala et 484 personnes (42 ménages) à Tahoua-ville.

Le HCR a poursuivi l'identification et l'orientation des enfants à risque vers des services spécialisés, notamment en cas de maltraitance, de séparation familiale, de déscolarisation ou de maladies chroniques, réaffirmant ainsi la place centrale de la protection de l'enfance dans ses interventions. Par ailleurs, des sessions de sensibilisation impliquant 24 hommes ont été organisées afin de renforcer leur rôle dans la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et de favoriser leur engagement positif au sein des communautés.

La prévention de l'apatridie et l'accès à l'état civil ont connu des avancées notables, avec 145 personnes sensibilisées à Diffa et cinq personnes à risque d'apatridie identifiées et accompagnées. Parallèlement, 20 groupes de discussion ont été organisés à Tillabéri dans le cadre de l'approche Âge, Genre et Diversité (AGD), afin d'adapter les réponses humanitaires aux besoins des différentes catégories de population. Les mécanismes de redevabilité et de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) ont également été renforcés grâce à des sessions de formation et à l'harmonisation des outils de retour d'information communautaire. La ligne verte interagences a enregistré 344 appels, confirmant son rôle croissant comme canal d'information, de plainte et de suivi communautaire.

Enregistrement et Documentation

Au 30 septembre, plus de 36 000 personnes ont été enregistrées au Niger, dans le cadre des opérations biométriques et de vérification physique, tandis que plus de 1 600 documents d'identité ont été délivrés, facilitant ainsi leur accès aux droits et aux services essentiels. Au total, les données de plus de 299 000 personnes déplacées de force ont été mises à jour, contribuant à une planification stratégique renforcée et une réponse humanitaire plus ciblée.

Solutions

Au troisième trimestre, 128 personnes, dont 15 cas dans le cadre du projet de Mécanisme d'évacuation et de transit d'urgence (ETM), ont été réinstallées principalement au Canada.

À Agadez, les entretiens pour la détermination du statut de réfugié (DSR) se sont poursuivis, en coordination avec l'OIM afin d'accélérer le traitement des dossiers en attente. En juillet, 33 réfugiés de Tillabéri et 62 de Diffa ont été transférés vers le site de Hamdallaye pour la réalisation des examens médicaux et biométriques préalables à leur réinstallation au Canada. En août et septembre, des séances de counseling ont été organisées à l'intention des réfugiés soumis à l'Italie et aux États-Unis, ainsi que pour ceux acceptés ou rejetés par l'Italie, afin d'apporter un accompagnement personnalisé et des mises à jour sur les processus de réinstallation. En septembre, des avancées significatives ont été enregistrées avec l'Italie, avec 17 cas (26 réfugiés) acceptés et un départ prévu d'ici fin 2025, ainsi que la relance du couloir humanitaire mis en œuvre par Caritas Italie, offrant 40 places supplémentaires pour des réfugiés vulnérables et aptes à l'emploi.

Éducation

Le secteur de l'éducation a été marqué par la validation de la Stratégie nationale d'inclusion des enfants déplacés (2025–2030), élaborée avec la contribution active du HCR. Cette validation constitue une étape clé pour garantir l'accès de tous les enfants au système éducatif national, quel que soit leur statut.

Les actions menées par le HCR et ses partenaires ont permis d'améliorer l'accès à une éducation sûre, inclusive et de qualité pour plus de 35 000 enfants réfugiés, déplacés internes et issus des communautés hôtes à travers le Niger. À Tillabéri, 414 enfants, dont 88 réfugiés (47 filles et 41 garçons), ont passé le Certificat de Fin d'Études du Premier Degré (CFEPD), avec un taux de réussite de 59 % chez les réfugiés. Dans la région de Diffa,

151 élèves réfugiés ont présenté le National Examination Council (NECO), enregistrant un taux de réussite global de 55%, dont 65,5% de filles. Parallèlement, 83 nouveaux bacheliers réfugiés ont été préparés pour intégrer l'université dans le cadre du programme de bourses DAFI. Des campagnes « Back to School » et le programme « École sûre » ont été relancés à Maradi pour réduire les abandons scolaires, tandis qu'à Tahoua, le renforcement des centres communautaires de formation a facilité l'accès des jeunes déplacés à des compétences pratiques génératrices de revenus.

À Agadez, le HCR et ses partenaires ont amélioré les conditions d'apprentissage, notamment avec la distribution de 100 tables-bancs à l'école de Baktadouf.

Enfin, à Niamey, le HCR a contribué à la validation de la stratégie nationale d'inclusion des enfants déplacés (2025–2030), une étape clé pour garantir l'accès de tous les enfants au système éducatif national, quel que soit leur statut.

Santé et nutrition

Le mois de septembre a été marqué par le lancement d'une enquête SMART de 25 jours à Diffa, visant à affiner le ciblage nutritionnel et à orienter les futures interventions. Parallèlement, un atelier organisé par COOPI le 23 septembre à Hamdallaye a renforcé les capacités des acteurs sur la détection et l'orientation des besoins psychosociaux. À Agadez, plus de 943 consultations curatives ont été réalisées au centre de santé intégré Misrata pour les réfugiés et demandeurs d'asile résidant au Centre Humanitaire. Des prises en charge ciblées ont concerné 101 patients souffrant de pathologies neurologiques, troubles psychologiques ou de maladies chroniques telles que la drépanocytose, tandis qu'une vaste campagne de vaccination contre la diphtérie, ciblant les 1 à 29 ans, a permis de renforcer la couverture vaccinale et de prévenir les risques d'épidémie.

À Diffa, les structures de santé ont maintenu un haut niveau d'activité, avec plus de 941 consultations médicales enregistrées en août, ainsi que 136 consultations prénatales, 25 accouchements assistés et 381 vaccinations pédiatriques. Ces interventions ont assuré la continuité des soins primaires et de santé reproductive, notamment pour les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées. À Niamey et à Hamdallaye, les priorités sanitaires se sont concentrées sur la prévention du paludisme, avec une campagne de distribution de moustiquaires et la prise en charge de 240 cas recensés en août. L'accès à l'interprétariat médical a également été renforcé pour faciliter l'accès aux soins des réfugiés et demandeurs d'asile ne maîtrisant pas les langues locales.

À Maradi, la réponse sanitaire a été adaptée aux besoins des populations réfugiées dans les Villages d'Opportunité grâce au déploiement de cliniques mobiles, à l'approvisionnement des centres de santé en médicaments essentiels et à la mobilisation de ressources humaines et d'ambulances pour renforcer la prise en charge, notamment des survivantes de violences sexuelles. Des activités complémentaires ont ciblé la protection de l'enfance et la santé psychosociale, avec l'identification et l'orientation de plus de 20 enfants à risque vers des services spécialisés pour soins médicaux, soutien psychosocial ou réunification familiale.

Moyens d'existence / Livelihoods

Les interventions du HCR et de ses partenaires ont renforcé la résilience économique de plus de 2 100 ménages réfugiés, déplacés internes et membres des communautés hôtes au Niger, à travers des activités agricoles, des formations, des appuis techniques et des actions de cohésion sociale.

À Maradi, 580 ménages ont été formés à l'agriculture pluviale et 4,5 hectares ont été identifiés pour étendre les périmètres maraîchers. Des initiatives de transformation d'huile d'arachide ont été renforcées, six jeunes entrepreneurs accompagnés, et cinq ateliers communautaires ont été créés pour favoriser l'emploi local. Dans la région de Tillabéri, 373 pépinières ont été mises en place à Abala, contribuant à la sécurité alimentaire et à la restauration de l'environnement, tandis que 18 réfugiés ont été formés à la gestion d'un moulin. Un forum communautaire a également facilité l'ouverture de comptes collectifs et l'accès au crédit auprès d'institutions de microfinance. Un site maraîcher communautaire à Ouallam a également été étendu de 2 hectares, un comité local a lancé une boulangerie traditionnelle, et 50 responsables d'activités génératrices de revenus, dont 47 femmes, ont été formés à l'entrepreneuriat. Ces initiatives contribuent à renforcer l'autonomisation économique des femmes et à stimuler l'économie locale, en diversifiant les sources de revenus et en consolidant la cohésion entre réfugiés et communautés hôtes.

Dans la région de Tahoua, deux périmètres maraîchers ont été sécurisés à Kataguiré, dont un site de 21 hectares équipé d'un forage, ouvrant de nouvelles perspectives agricoles. La sécurisation de ces espaces permet d'améliorer la sécurité alimentaire, de pérenniser la production agricole et d'accroître la résilience des ménages face aux aléas climatiques.

À Diffa, les actions ont porté sur la diversification économique avec le suivi d'exploitations avicoles, la mise en place de pépinières de pastèques et de manioc, la formation de brigadiers phytosanitaires et l'appui à la mécanisation agricole.

Des initiatives de cohésion sociale, comme un tournoi de vacances à Abala réunissant réfugiés et communautés hôtes, ont renforcé l'inclusion et la coexistence pacifique. Ces actions contribuent à réduire la dépendance à l'aide humanitaire et à poser les bases de solutions durables fondées sur les capacités locales.

Abris, eau, hygiène et assainissement (WASH)

Les interventions du HCR et de ses partenaires ont amélioré l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène pour des dizaines de milliers de réfugiés, déplacés internes et membres des communautés hôtes, contribuant à prévenir les maladies hydriques et à renforcer la résilience communautaire.

À Diffa, la production d'eau sur le site de Sayam Forage a atteint 5 686 m³ en août, couvrant les besoins vitaux de plus de 32 000 personnes, avec des opérations de maintenance, de contrôle de la qualité et la construction de 20 latrines-douches familiales.

À Niamey, sur le site de Hamdallaye, la consommation hebdomadaire moyenne a atteint 817 m³, accompagnée de cinq opérations de chloration et de 137 évacuations de déchets solides. Malgré ces efforts, 240 cas de paludisme ont été signalés en août en raison de la dégradation des conditions sanitaires suite à la suspension du prestataire de vidange et de drainage de l'OIM, conduisant à un renforcement des activités de salubrité.

Dans la région de Tillabéri, les interventions ont permis d'assurer l'approvisionnement en eau grâce à des mini-systèmes d'adduction d'eau potable, et de renforcer la promotion de l'hygiène à travers des actions de sensibilisation communautaire ayant touché plus de 500 personnes à Abala.

Par ailleurs, 1 024 bénéficiaires ont reçu du savon et 20 volontaires ont été formés aux bonnes pratiques d'hygiène.

À Agadez, les efforts se sont concentrés sur l'entretien des infrastructures et la gestion des déchets, afin de soutenir les interventions sanitaires dans les zones d'accueil. À Tahoua, l'adoption des foyers améliorés Albarka a contribué à réduire la déforestation et à améliorer les conditions sanitaires domestiques.

Assistance humanitaire (cash, vivres, NFI)

À Dosso, dans le cadre du projet CERF – Action Anticipatoire Inondation, 4 754 personnes déplacées de forces et membre de la communauté hôtes ont reçu une assistance monétaire contribuant à leur épanouissement économique.

Dans la région de Tahoua, 589 ménages soit près de 2 900 personnes du site de Tchintabaraden ont perçu un montant de 35 000 FCFA chacun pour la construction d'abris et de latrines d'urgence, contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie.

À Niamey, 68 ménages comprenant 228 femmes ont reçu un appui dans le cadre du programme de santé reproductive à Gaya, tandis qu'une liste de 57 personnes particulièrement vulnérables vivant en milieu urbain a été transmise pour une assistance ciblée.

Mobilisation communautaire et cohésion sociale

Des initiatives de cohésion sociale et de mobilisation communautaire ont également été déployées, notamment à Bangui (Tahoua) et Ouallam, pour promouvoir la coexistence pacifique et la prévention de l'adhésion aux groupes armés. Des séances de sensibilisation ont touché plus de 760 personnes sur des thèmes liés à l'état civil, à la prévention des déplacements secondaires et à l'utilisation des mécanismes de plaintes, tandis que 35 relais communautaires ont été formés pour renforcer la protection de proximité.

Coordination, plaidoyer et partenariats

La coordination interagences et intersectorielle a été déterminante pour renforcer l'efficacité, la cohérence et l'impact de la réponse humanitaire au Niger. Elle a permis d'aligner les interventions, d'harmoniser les approches et de renforcer les liens entre aide humanitaire, protection et développement dans un contexte marqué par l'insécurité, les déplacements continus et baisse drastique de financements.

À Niamey, l'extension de la ligne verte interagences, grâce à un système de réponse vocale interactive, a facilité l'accès des communautés aux mécanismes de plaintes. Des ateliers sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et sur l'engagement communautaire ont réuni autorités et acteurs humanitaires pour définir des plans d'action communs.

À Maradi, la coordination a permis de planifier les campagnes de rentrée scolaire, de relancer l'initiative École sûre et d'assurer la poursuite des cliniques mobiles ainsi que la dotation en médicaments essentiels. À Tillabéri, des réunions sectorielles sur la protection, les violences basées sur le genre, la sécurité alimentaire et la réponse rapide ont permis d'adapter les interventions, complétées par des formations sur l'écoute active et la gestion du stress.

À Diffa, la validation du Nexus Urgence-Développement-Paix et une mission du Groupe de travail Protection ont renforcé la complémentarité des actions. À Agadez, la coordination avec les autorités et les partenaires a permis d'adapter la réponse face aux expulsions récurrentes depuis l'Algérie dans le cadre de l'approche basée sur les routes (RBA).

Des visites conjointes sur les sites maraîchers ont par ailleurs orienté les appuis techniques et ouvert un dialogue stratégique sur l'accès au foncier et la durabilité des projets.

Réduction des financements et mesures d'efficience

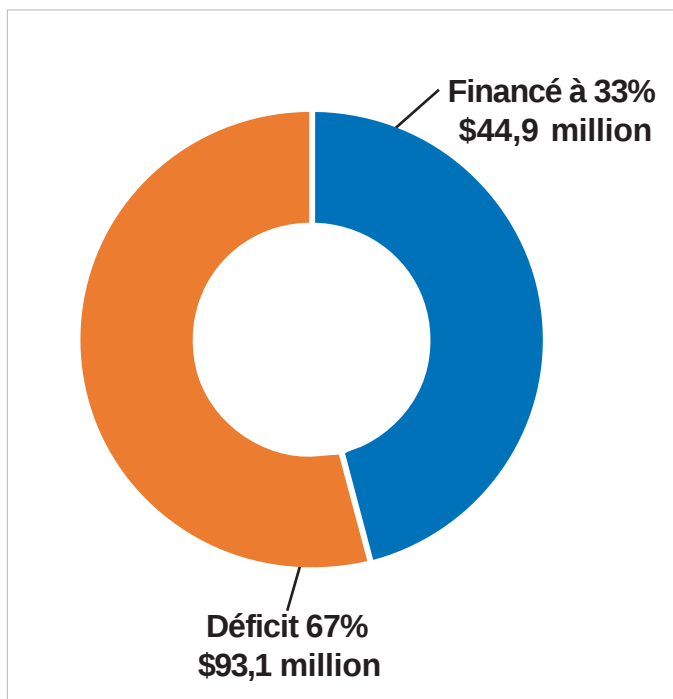
En raison d'une baisse drastique des financements, le HCR Niger a été contraint de déprioriser plusieurs secteurs clés essentiels à la sécurité, à la dignité et au bien-être des populations déplacées. La réponse est désormais recentrée sur les risques de protection les plus urgents dans les régions les plus affectées — Tillabéri, Diffa, Maradi et Tahoua — où l'insécurité et les déplacements forcés sont les plus critiques.

Pour optimiser les ressources disponibles, l'opération a pris plusieurs mesures d'efficience, telles que la réduction des coûts logistiques grâce à des achats groupés. Dans le domaine de la santé, le HCR a renforcé la coordination et consolidé ses partenariats avec les centres de santé locaux, notamment à Maradi, Tillabéri et Agadez, afin de pallier la fin des contrats des partenaires de mise en oeuvre dans ce secteur et de garantir la continuité de la prise en charge médicale des personnes déplacées de force.

FINANCEMENT AU 30 JUIN 2025

138 millions USD

Requis par le HCR Niger en 2025



Le HCR remercie sincèrement ses donateurs pour leurs contributions généreuses, qu'elles soient affectées ou flexibles, ayant permis de soutenir les opérations au Niger en 2025.

CONTRIBUTIONS | USD

Remerciements spéciaux aux donateurs ayant contribué aux opérations du HCR au Niger en 2025 :

CERF | Union européenne | Italie | République de Corée | Luxembourg | Canada | Monaco | Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida | Donateurs privés.

Remerciements également aux donateurs de fonds flexibles en 2025 :

Algérie | Arménie | Bulgarie | Canada | Costa Rica | Estonie | Finlande | Islande | Koweït | Liechtenstein | Lituanie | Luxembourg | Malte | Monaco | Monténégro | Philippines | Arabie saoudite | Serbie | Singapour | Thaïlande | Émirats arabes unis | Donateurs privés.

CONTACTS

Tony Aseh, Administrateur Principal Chargé des Relations Extérieures, aseh@unhcr.org, Tel : +227 800 681 82.

Helen Ngoh Ada, Chargée de la Communication, ada@unhcr.org, Tel : +227 828 197 55.

Links : [X \(Twitter\)](#), [Facebook](#), [Operational Data Portal](#)